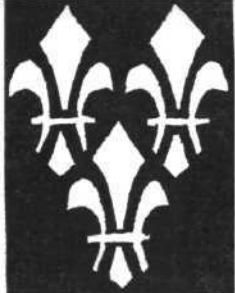


la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 15-11-1972 - N° 81

le nouvel
impérialisme
américain



maurice clavel : le tiers des étoiles

Nous le savions déjà, même lorsqu'il paraît plongé dans les polémiques les plus quotidiennes, Maurice Clavel garde un regard du côté des étoiles, une sorte d'œil pinéal, indépendant — même s'il ne peut être tout à fait étranger — des effervescences du combat politique. Il y a là sans doute un refus personnel de laisser dévorer sa vie par les choses qui passent, et aussi le témoignage, destiné surtout à ses amis, que les luttes les plus passionnées, les causes les plus profondément attachantes, ne doivent jamais oublier à quoi elles sont ancrées : notre fin, le destin des êtres, la présence ou l'absence de Dieu.

Avec son dernier roman (1), c'est plus précisément une certaine présence du Diable dont Clavel nous fait l'évocation : Satan qui, selon saint Jean, sous l'apparence d'un dragon rouge, entraînait avec sa queue le tiers des étoiles. La question, la seule vraie question que pose notre époque luciférienne est, pour Clavel, de savoir si, au bout du compte, le Diable ne va pas se « faire avoir ».

Mais venons-en au prétexte romanesque. Clavel utilise le procédé — un peu artificiel et peu utile à mon sens — du « récit qu'il vient de recevoir et qu'il se décide à rendre public ». Le récit en question lui aurait été adressé par un franciscain, « gardien » d'un monastère de Haute-Provence, ce qui justifie un épilogue permettant de sortir de l'univers tragique où semblait se dissoudre le héros, et révéler la vraie dimension de son odyssée.

Celui-ci, Marc, peintre accompli de 37 ans, en est, au début du livre au point où ayant épuisé tout ce que son art lui apportait d'absolu a décidé de brûler ses toiles.

Qu'attend-il, qu'espère-t-il alors de la vie ? Sans doute quelque appel du destin. Mais celui-ci prend les devants. A peine commençait-il à exécuter son projet d'autodafé que notre héros est interrompu par une visite inattendue, le plongeant dans les jeux cruels de l'amour et de la mort, qui prendront ici le visage de l'amour coupable et du crime parfait.

Le visiteur, Pierre, se révèle d'emblée d'une redoutable perspicacité. Il formule devant Marc, mieux qu'il n'aurait pu le faire lui-même, les raisons de son geste destructeur : « Une seule couleur, le bleu, sa lumière venue de nulle part... Il est difficile d'aller plus loin, ni maintenant, ni jamais... Je comprends votre tentation, votre attitude, votre désir profond et prophétique de tout détruire. » Pierre, le visiteur, déjà l'ami, sait que Marc ne pourra donner d'issue à sa peinture que dans la sainteté, « et, dès lors, de deux choses l'une : ou il y échouera et il ne peindra plus, pour se sauver d'une sorte de schizophrénie métaphysique, ou il deviendra saint, et quel besoin de peindre ? »

Dans *Littérature à l'emporte-pièce* (2), Jacques Vier montre l'abbé de Rancé être le jouet d'une ruse de Dieu, qui donne au Savonarole du grand siècle, contempteur frénétique des arts et des lettres, une langue magnifique qui sauve et même sanctifie l'art littéraire. Mais la société d'aujourd'hui a perdu son cœur, et son âme. Et Dieu va devoir s'y prendre autrement avec les artistes. Sondant les voies impénétrables, Clavel suggère un itinéraire possible.

Son héros va se trouver plongé dans un monde qu'on peut qualifier de fellinien, mais qui évoque plutôt Jean Renoir : seul le

dénouement nous éclaire sur la règle du jeu qu'y mènent la pesanteur et la grâce.

Le visiteur du soir — comment ne pas penser aussi à Marcel Carné ! — n'est-il venu, en réalité, que pour faire livraison d'une échelle de Jacob ? Mais le combat nocturne est long et difficile, et l'amitié de Pierre apparaît vite ambiguë. C'est un homme de la nuit : *Un jour, tout à la fin d'un bel après-midi, j'étais avec lui sur la Côte. Il tournait le dos au couchant et il frissonnait un peu. A la seconde exacte où la dernière esquille de soleil a disparu derrière les Maures, il m'a dit sans rien voir : « Que se passe-t-il ? Tout à coup je me sens mieux. »*

Pierre est bien l'ange de la nuit, le tentateur. Mais la tentation vécue jusque dans ses plus extrêmes retranchements sera dominée au prix du meurtre de celui qui s'en était fait l'instrument. Le crime sera l'étincelle de la rédemption.

Clavel ne dissimule pas, à l'occasion des réflexions de tel ou tel personnage, ce qu'il pense de l'église d'aujourd'hui, « courant après les idées et les mœurs du monde, renonçant à sa haine et sollicitant sa condescendance, qu'il lui fait acheter par des abjurations d'ailleurs inutiles... » et tendant à « galoper robe retroussée après notre époque, en tirant l'Evangile vers un optimisme de music-hall... »

Mais c'est l'église de toujours qu'il retrouve, celle qui, au cœur de la nuit pascale, chante la faute bienheureuse qui nous a valu un tel rédempteur... le héros du *Tiers des Etoiles*, et le franciscain de la montagne, son confident avant d'être son confesseur et son « gardien », ont accepté et reconnu la violence des passions. Et celle de la Passion. Du Christ, ils n'ont pas évacué la croix.

Sans doute y a-t-il là une profonde vérité religieuse. Il y a également une haute leçon de politique. La comprenez qui pourra...

Christian DELAROCHE.

(1) *Le Tiers des Etoiles* ou *On ne sait pas quel ange*, éd. Bernard Grasset.

(2) Ed. du Cèdre.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**



EDITORIAL

triste 11 novembre

Pour la cinquante-quatrième fois depuis 1918, la République a célébré l'anniversaire de l'Armistice du 11 novembre. M. Pompidou a déposé une gerbe au Soldat inconnu, une autre au « Tigre » et a assisté au rituel défilé des troupes. Pour le 11 novembre, personne n'a songé à peindre sur la tombe du Soldat inconnu « Mort pour des prunes », comme l'avaient fait les anarchistes sur le monument aux morts de Toulouse. Tant mieux bien sûr ! Mais le slogan aurait été malheureusement de circonstance.

Si les mascarades officielles du 11 novembre nous soulèvent le cœur, c'est parce qu'elles nous rappellent cruellement la vocation de pourvoyeuse de charniers de la République. C'est la République qui, en faisant de la guerre une croisade pour la démocratie, en a majoré l'enjeu. Ce qui était affaire de professionnels est devenu affaire nationale. Alors que nos rois ne se battaient que pour préserver l'indépendance nationale et économisaient le sang français, Napoléon n'hésitait pas à faire tuer 600.000 hommes pour répandre en Europe les idées de 89.

Il est vrai que la Grande Guerre en fit tuer plus du double. Les politiciens radicaux au pouvoir après l'affaire Dreyfus furent incapables d'éviter cette guerre. Ils l'abordèrent en outre après avoir désorganisé l'armée qu'ils avaient confié à des ganaches politiciennes. Il faudra toute l'énergie d'un Joffre pour éliminer ces incapables étoilés et faire « monter » des officiers non-conformistes alors en semi-disgrâce comme un certain colonel Pétain. En outre et surtout, la guerre fut prolongée de dix-huit mois parce que les gouvernants démocrates ne voulaient pas négocier en 1917 avec la monarchie austro-hongroise qui cherchait une paix séparée.

Et la sanglante victoire de 1918 due à l'arrivée de Clemenceau au pouvoir (imposé au parlement en bonne partie grâce aux campagnes de l'Action française) fut sabotée par le Traité de Versailles, ce monument de stupidité qui écorchait l'Allemagne sans la mettre hors d'état de nuire et organisait la pagaille en Europe centrale au nom du principe des nationalités.

Cinquante-quatre ans plus tard l'accord inter-allemand vient nous rappeler que la menace d'une grande Allemagne réunifiée n'a toujours pas disparu. Mais le patriotisme français, tel qu'il existait en 1918 est en pleine crise. Comment des jeunes pourraient-ils regarder sans rire les augures républicains se recueillir à l'Arc de Triomphe alors que ceux-ci ont stérilisé la victoire de leurs aînés ? Comment ne ricaneraient-ils pas en voyant Michel Debré exalter une armée que les hommes politiques démocrates ont jeté dans des batailles perdues d'avance comme 39-40, l'Indochine, l'Algérie, parce que l'on avait refusé aux chefs de cette armée les conditions politiques de la victoire ?

La jeunesse, malheureusement, est conduite de par cet état de fait à jeter l'enfant avec l'eau du bain, à confondre dans le même discrédit l'impératif fondamental de la défense nationale avec la politique militaire républicaine.

Face à cette confusion, il nous faut tenir les deux bouts de la chaîne, lutter à la fois contre le retour des guerres d'enfer et pour la restauration d'une armée de soldats, libérée de la bureaucratie militaire républicaine et garante de l'indépendance nationale.

N.A.F.

NAF.TELEX...NAF.TELEX

• JUSTICE ET VERITE (suite). — « Puisque les pouvoirs publics mènent grand tapage pour faire croire à l'opinion qu'ils s'efforcent de rendre la justice moins chère, qu'ils commencent par donner l'exemple et suppriment pour tous les justiciables les redevances, les droits, les taxes fiscales ou parafiscales qui ont tendance à nous faire considérer la justice comme un établissement public de nature commerciale fondé sur la notion du profit pour l'Etat. »

Que pense M. Pleven de ces propos de M^e Boyer, président de l'Union des Jeunes Avocats ?

• Par l'intermédiaire d'une filiale suisse, le groupe anglais I.C.I. (Imperial Chemical Industries) va prendre une participation majoritaire dans la société française Prestil. Le même groupe anglais, qui possède déjà la société Eclair Industries (la fermeture Eclair) prend ainsi le contrôle de la première société française dans le domaine de la fermeture à glissière.

Prestil est la sixième société française, dans le secteur du textile, à passer sous contrôle étranger, américain ou anglais, depuis un an environ.

• Le groupe britannique Matthews vient d'acquérir 65 % du capital des Boucheries Bernard. Affaire familiale à l'origine, cette société avait connu un fort développement, surtout dans la région parisienne.

Le ministère des Finances a donné son accord.

• Le groupe britannique Lyon's, l'un des plus importants dans le secteur de l'alimentation, vient de prendre le contrôle de l'entreprise française de salaisons, Le Rosemont, de Besançon, qui produit plus de 40 tonnes de charcuterie par semaine.

Le ministère des Finances a donné son accord.

• Le même groupe Lyon's est aussi intéressé par les entreprises françaises Damoy (alimentation, vins) et Reyrier (salaisons).

Le ministère des Finances donnera son accord.

• Le groupe anglais United Biscuits vient d'acquérir 20 % du capital de Lu-Brun par l'intermédiaire d'une banque française. 47 % de la biscuiterie française est déjà sous contrôle étranger.

Le ministère des Finances hésite encore à donner son accord.

daniélou à l'académie

On ne s'ennuiera pas à l'Académie. Avec le cardinal Daniélou, on ne s'ennuie jamais. Ses élèves le savent bien. A la Catho, avec lui, on ne voyait pas les heures passer. Quand il était sur un de ses terrains favoris, par exemple « Eglise des pauvres et Eglise constantinienne », alors là il était déchainé. D'accord ou pas d'accord, on était pris.

Le cardinal Daniélou, c'est d'abord un homme de Foi bien sûr. Intransigeant. S'il ne l'était pas, il ne provoquerait pas la hargne (à propos, vous avez lu le papier de Fesquet et les « rosseries » même pas enrobées ?).

C'est aussi un homme libre. Ses convictions ne l'empêchent pas d'être partout à son aise.

L'historien des origines chrétiennes, le patrologue, le théologien, le philosophe, l'écrivain, avait sa place sous la coupole. L'Académie s'est honorée en accueillant le cardinal Daniélou.

G. L.



l'ère de nixon

Que dire d'un événement prévu à l'avance ? Sinon qu'il a effectivement eu lieu. Les Etats-Unis auraient pu se dispenser d'aller voter tellement la victoire de Nixon était prévue, les pourcentages annoncés. Le candidat Mac Govern va rentrer dans l'ombre et dans son Dakota du Sud où il n'a même pas obtenu la majorité. Edward Kennedy va commencer à tirer des plans sérieux pour les prochaines élections de 1976. Mais il traîne derrière lui la sale histoire de Chappaquiddick, dans laquelle il a malencontreusement jeté sa voiture où se trouvait une ancienne secrétaire de son frère. Accident ? Oui bien sûr. Vraisemblablement fatal à sa carrière politique. Et puis le clan Kennedy est loin d'avoir la cote d'amour qu'il a de ce côté-ci de l'océan. Beaucoup se souviennent que c'est John, le grand homme de la famille qui, le premier, a mis le doigt des Etats-Unis dans le piège indochinois.

MAC GOVERN = "GAY LIBERATION" ?

Jusqu'en juillet Mac Govern avait bien mené sa barque, habilement conseillé par des vétérans de l'équipe Kennedy. Il fut à ce moment désigné, sans trop de difficulté, candidat à la présidence par la convention démocrate de Miami. Cette victoire inespérée quelques mois plus tôt, sonnait en fait, pour les démocrates, le glas de toutes leurs chances d'accéder à la présidence. Le sénateur Humphrey, ancien vice-président auprès de Johnson et candidat malheureux à la convention de Miami, aurait sûrement été un concurrent plus redoutable face à Nixon. Nixon qui s'est payé le luxe de ne citer, pour la première fois de toute sa campagne, le nom de son adversaire que le soir de sa réélection. Mac Govern avait pu faire illusion, et s'était fait illusion, car il avait derrière lui un certain nombre de groupes, représentatifs de la mauvaise conscience américaine que je cite au hasard : le V.V.A.W. (Vietnam Veterans Against the War), les Yuppies et les Zippies, le S.D.S. (Students for a Democrat Society), le Gay Liberation (Homosexuels), le Women's coalition, également le Jesus freaks et le Pot People's party (la marijuana pour tous). Evidemment, tout cela ne paraît pas très sérieux. Ajoutons des intellectuels, des étudiants et un certain nombre de gens qui n'aiment pas Nixon. Il n'est donc pas étonnant qu'il n'ait obtenu la majorité que dans le Massachussets, état des Kennedy, mélange de Saint-Germain-des-Près et de XVI^e arrondissement, et à Washington D.C., la capitale fédérale dont la population est noire à 71 %. Au flou du personnage

Mac Govern s'est ajouté le flou de sa campagne. Il n'a su s'élever au-dessus de quelques propositions démagogiques et qui sont devenues de plus en plus confuses à l'approche des élections, si bien qu'on ne savait plus quel était le programme du candidat Mac Govern à la veille du 7 novembre.

UN SUPPLÉANT FOU... FOU... FOU...

Malchanceux, il l'avait été dans le choix de son suppléant Mr Eagleton qui avait dû se retirer après la révélation de ses passages successifs dans des maisons de santé pour troubles mentaux ; ensuite Moscou avait publiquement révélé sa préférence pour Nixon, alors que pourtant lui, Mac Govern projetait de retirer 150.000 hommes de troupe américains d'Europe. Maladroit ensuite dans sa façon de contester que Nixon ait la ferme volonté de négocier au Vietnam alors que cela ne fait aucun doute pour l'ensemble des Américains, ni pour quelqu'un de raisonnable. Le républicain Goldwater avait, en 1964, subi une défaite aussi sévère, mais au moins la campagne avait été très animée.

LE PRÉCÉDENT GOLDWATER

Goldwater avait pratiqué à fond une tactique que Mac Govern n'a fait qu'esquisser. Pour Goldwater, la pureté des principes était de loin préférable à une victoire acquise par des compromissions. C'était un moraliste se soumettant au suffrage universel. Pendant la lutte sur le programme électoral et par la suite, le sénateur Goldwater s'en tint, avec une impressionnante fidélité, à une ligne de conduite intransigeante. Quand il eut à choisir son colistier, il « équilibra » sa liste en désignant un homme presque aussi conservateur que lui, le représentant Miller, de New York. Et quand vint le moment d'unir son parti pour l'action contre les démocrates — but traditionnel du discours d'acceptation — le sénateur prononça ces paroles : « Nous ouvrons les bras à tous ceux qui veulent se joindre à nous en toute sincérité. Quant à ceux qui ne s'intéressent pas à notre cause, nous ne nous attendons pas à ce qu'ils se joignent à nos rangs, en aucun cas. Que notre républicanisme demeure si franc et si fervent qu'il ne puisse pas être brouillé... » Sa célèbre allusion à la lutte pour la plate-forme électorale suivit immédiatement : « Je tiens à vous rappeler que l'extrémisme dans la défense de la liberté n'est pas un vice. Laissez-moi vous rappeler aussi que la modération dans la défense de la justice n'est pas une vertu. » Tout au

long de la campagne la liste Goldwater-Miller prit le contre-pied des positions politiques démocrates, même de celles qui auraient pu plaire aux auditoires auxquels les candidats s'adressaient. Le jour de la Fête du Travail, le représentant Miller critiqua le libéralisme de la politique concernant les immigrants à South Bend (Indiana), une localité industrielle qui comptait de nombreux immigrants et enfants d'immigrants. Quelque temps plus tard Goldwater, dans la région des Appalaches où la situation économique était mauvaise, attaquait le programme de l'administration pour combattre la pauvreté comme « une fumisterie cynique... peu sérieuse » et il prêchait, pour parvenir au même but, la liberté d'entreprise. Lors du concours national de labourage, dans le Dakota du Nord, Goldwater déclara : « Une réduction progressive du soutien des prix agricoles serait bonne pour vous. » Il essaya de toucher les électeurs en se fondant sur des considérations idéologiques, en insistant sur des questions de moralité et de droiture. Il prit également une attitude qui présentait elle aussi une certaine nouveauté : « S'il me fallait m'occuper de tous les intérêts particuliers du pays pour être élu, je préférerais renoncer à devenir président » déclara-t-il. Le style « politique » de Goldwater fut cause de son échec.

UN TACHERON EN DÉMAGOGIE

La tentative de Mac Govern, en quelque sorte identique, de dénoncer un « malaise » de la société américaine, aurait pu être intéressante, mais à l'inverse de Goldwater, il s'enlisa dans la recherche d'intérêts particuliers qu'il aurait pu séduire. Et son échec fut encore plus brutal. Plus pro-israélien que Nixon, il n'a pu ramener à lui les Juifs de New York, et cet Etat traditionnellement démocrate a voté pour un républicain, défenseur de la classe ouvrière. Les syndicats ont fait voter contre lui. Représentant, paraît-il, de la jeunesse, celle-ci s'est tournée pour une bonne part vers Nixon. Que s'est-il passé ? Ce malaise américain qu'il aurait dû concrétiser, qu'est-il devenu ?

FIN DU MALAISE AMÉRICAIN ?

L'analyse de Mac Govern date de plusieurs années. Le mal de la jeunesse ? En voie d'extinction. En 1967, le voyageur qui débarquait à San Francisco pouvait se mêler à la foule de milliers de hippies qui campaient dans l'immense Golden Gate Park. Aujourd'hui ce parc magnifique a été rendu aux promeneurs dominicaux. Greenwich Village,



le « village » de downtown Mahattan est désert le soir comme n'importe quelle ville de province. Deux signes à l'est et à l'ouest. Les jeunes rentrent chez eux. La peur de l'inconnu, du Vietnam, a disparu. Ils n'ont plus la hantise de partir un jour défendre Da-Nang ou Ke-San dans une guerre qui n'était pas la leur, chez des gens qu'ils ne connaissaient pas, dans un pays lointain et quasiment barbare. Alors la révolte s'est éteinte peu à peu, et ni Marx ni Jésus ne sont sortis de cet après-guerre, mais une Amérique puissante où les sociétés capitalistes ont repensé leur management pour faire place à de nouveaux cadres et techniciens barbus, moustachus et contestataires. Le programme anti-pollution est en bonne voie de réalisation et l'écologie est à l'ordre du jour. L'Amérique sort d'une période pour laquelle elle n'était pas faite. L'indice Dow Jones, symbole de la prospérité, était descendu à 631 le 26 mai 1970, il est remonté aux alentours de 1000 en novembre 1972. Le discours de Nixon du 15 août 1971 annonçant la non-convertibilité du dollar, plus quelques autres mesures tendant à renforcer la capacité concurrentielle des U.S.A. a été très bien accueilli par son opinion publique et la confiance est revenue. Le taux d'inflation est redescendu à 3 %, ce qui fait rêver bien des pays européens. L'électorat américain qui, dans sa majorité, fait confiance aux démocrates pour la politique intérieure et aux républicains pour la politique extérieure, a pu résoudre cette contradiction dans la personne de Nixon.

VERS UN SECOND NEW-DEAL

Depuis 25 ans, peu d'hommes comme Nixon auront transformé la carte politique internationale, secondé par Kissinger-Bis-

marck comme certains l'appellent. Nous assistons réellement à un New-Deal, une nouvelle donne. Quel dommage pour Mac Govern de ne pas avoir lu l'article « Vietnam negotiations » que M. Henry A. Kissinger fit paraître dans la revue *Foreign Affairs* de janvier 1969. Il aurait pu vérifier que M. Kissinger est un homme de parole. Il règle la question vietnamienne comme il l'avait annoncé. A la suite des accords conclus avec Pékin et Moscou et en misant sur le nationalisme vietnamien. Je pense même que M. Kissinger est ravi de la réticence qu'a montrée le général Thieu. Il écrivait dans son article qu'un des obstacles à un arrangement au Vietnam pourrait être la « complète démoralisation de Saïgon » devant la « pression » américaine pour négocier, ce qui pourrait prolonger la guerre. Le voici, je pense, rassuré. Comme le laissait prévoir les articles parus dans la *N.A.F.* ces dernières semaines, Saïgon ne s'est pas effondré. A la suite des pressions de Moscou, son principal fournisseur d'armes, et des coups très durs que lui ont porté les derniers bombardements, Hanoi n'est pas dans la meilleure situation. La profonde crise de conscience du peuple américain ne sera plus bientôt qu'un mauvais souvenir. Le parti démocrate pourra, aux prochaines élections, présenter de nouveau un candidat proche du juste milieu, seul capable de lui faire retrouver sa clientèle traditionnelle. Rien n'est plus conservateur que le suffrage universel. En attendant, c'est l'ère de Nixon. A quand les négociations avec Cuba ? Prochainement sans doute. Pour bientôt certainement de dures attaques contre le marché commun. Y aura-t-il un front commun contre le nouvel impérialisme américain ? On peut, dès maintenant, en douter fortement. A nous Français d'en tirer toutes les conséquences.

Ph. VILLARET.

NAF . TELEX

• **DES CHOUANS EN BANDE DESSINEE.** — La conjuration bretonne de La Rouërie, fondateur de la chouannerie, est en bande dessinée dans le n° 19 de *L'Appel d'O Lo Lé*, un illustré pour enfants lancé par Henry Caouissin, militant breton, spécialiste de la presse enfantine. Dans les numéros précédents, il y avait eu de passionnants articles sur la défense de la nature et bien sûr la vie de Cadoudal. Ce jeune journal catholique, quoique essentiellement breton, peut intéresser les enfants de 8 à 12 ans.

L'Appel d'O Lo Lé, 64, avenue Henri-Barbusse, 92 - Asnières.

• **Yvon MORANDAT** est mort récemment, le syndicaliste chrétien, l'homme de la participation, le gaulliste des premiers jours et le fidèle des périodes d'exil. Nous tenons à saluer le parfait honnête homme et le patriote qu'il fut toujours, même s'il nous fut opposé à plus d'une reprise. Avec de tels adversaires, le combat politique s'ennoblit toujours.

• **COMMUNES.** — Nous reviendrons prochainement sur les résultats de la mise en vigueur de la loi Marcellin consacrée aux regroupements de communes. D'ores et déjà on peut s'étonner de la façon bizarre dont tout un patrimoine historique est traité dans la détermination des noms des communes fusionnées. Ainsi, dans l'Aube, la commune de Villehardouin a été unie à celles d'Avronles-Marais et de Montangon. Nouvelle appellation : Val-d'Auzon. Ainsi est rayé de la carte un nom prestigieux, celui d'un compagnon de Saint Louis et d'un grand chroniqueur médiéval.

ARSENAL ? Pour une revue, c'est un titre bien étrange. Il évoque les tonneaux de poudre et l'acier des armes... Quoi de plus éloigné de ces réminiscences guerrières que quelques feuillets de papier ?

On dit pourtant des idées qu'elles se répandent comme de la poudre, après avoir été élaborées par les mystérieuses alchimies de l'esprit. On sait aussi que « les plumes valent des épées » et que les théories bien mûries font parfois sauter les sociétés.

Les idées sont donc meurtrières. Elles peuvent être aussi salvatrices. En tout cas, elles méritent qu'on les étudie, qu'on rassemble les meilleures, qu'on en forge de nouvelles. Telle sera la vocation d'« Arsenal ». Revue critique des idées, « Arsenal » s'efforcera de retenir toutes celles qui permettront une meilleure harmonie dans la cité et un épanouissement plus complet de l'homme.

BULLETIN D'ABONNEMENT

RECTIFICATIF : Tous les versements doivent être faits au nom de "A.F.U." - C.C.P. 1918-59 Paris.

NOM

Prénom

Adresse (1)

Raison sociale (2)

Je souscris un abonnement d'un an, soit 10 numéros, à la revue *ARSENAL* et verse 60 F (abonnement normal), 150 F (abonnement de soutien).

(1) N'oubliez pas le numéro et le nom de votre rue ainsi que le Code postal. Merci.

(2) Facultatif.



Délibérément, nous nous sommes imposés un certain recul pour présenter à nos lecteurs quelques réflexions sur le texte de l'épiscopat français intitulé : « Pour une pratique chrétienne de la politique ». La gravité du sujet, son importance pour nous, l'exigeaient. Ce débat *Foi et politique* n'est-il pas un de ceux que l'histoire mit au centre des soucis de l'Action française ? Ne fut-il pas posé d'une manière dramatique en 1926 ? N'avait-il pas été posé avant 1914 à travers les polémiques de qualités diverses qui avaient opposé royalistes et démocrates chrétiens ? Les affrontements entre le Père Descoqs et le Père Laberthonnière, entre le même Père Descoqs et Maurice Blondel, en témoignent. A ma connaissance, aucun commentateur n'a fait allusion à ces débats. C'est dommage. Eux, au moins, allaient au cœur du sujet.

Plus grave encore : *personne n'a tenté de remettre le texte de Lourdes dans sa situation historique*. Car enfin, le catholicisme français a son histoire, marquée de luttes, de drames qui expliquent le contexte présent, comment on est arrivé par exemple à ce pluralisme politique des catholiques français dont les évêques font le point de départ de leur réflexion. Du Ralliement à la condamnation du Sillon, des sanctions romaines contre l'A.F. à l'avènement du M.R.P. au lendemain de la libération, de la déconfiture de ce M.R.P. au carême révolutionnaire du Père Cardonnel, il y a toute l'évolution qui permet à nos évêques d'envisager les rapports de l'Eglise et de la politique dans un contexte inédit et à travers une problématique nouvelle.

SURVOL DE L'HISTOIRE

Sous l'ancien régime, l'Eglise, incontestablement, avait une fonction bien définie dans une société dont elle était l'âme. La révolution qui met fin à cet ancien régime se fait contre elle. Contre sa puissance temporelle bien sûr, mais aussi contre sa Foi. Aux régimes nés de cette révolution, on ne peut donc s'étonner de voir l'Eglise et les catholiques marquer une hostilité profonde. Pourtant, rapidement, certains chrétiens voudront saisir dans les principes révolutionnaires un écho de l'Evangile. La hiérarchie les condamnera. Mais cette même hiérarchie se trouvera bientôt placée devant un problème très pratique qui est celui de ses relations avec le nouvel ordre établi. Celui-ci existe, on ne peut l'ignorer, on est obligé de traiter avec lui.

Ce problème pratique amènera l'autorité romaine à réviser ses positions et à envisager la politique dite du Ralliement. Le mieux ne serait-il pas, en effet, que les catholiques, au lieu de boudier la III^e République, entrent hardiment en son sein pour y constituer une force ? Léon XIII n'entendait pas transiger sur les principes. Ceux de 89 étaient, demeuraient condamnables. Simplement, il fallait prendre son parti d'une situation de fait. Les chrétiens libéraux de l'époque déclarèrent : *Le Pape a avalé le mot, il avalera bien la chose*. La condamnation du Sillon par saint Pie X démontra qu'il ne pouvait en être question. Confondre Evangile et démocratie, disait en substance le successeur de Léon XIII, c'était trahir l'enseignement du Christ, le dénaturer.

Pourtant la collaboration avec les régimes en place fut continuée. L'espoir de Rome était que se constituent partout, non seulement en France, de solides partis catholiques capables de prendre en main les destinées des pays d'Europe.

foi et politique

L'Action française, évidemment, ne servait pas les volontés romaines. Bien loin de prôner le ralliement, elle ranimait la lutte antirépublicaine. Constituée d'incroyants et de croyants, elle agissait en se réclamant de l'autorité d'une raison politique qui avait ses impératifs d'un ordre spécifique, non réductible aux impératifs religieux ou moraux. Les sanctions romaines qui fondirent en 1926 sur les catholiques d'A.F. parurent, dans un débat des plus embrouillés, viser la notion même d'une spécificité du politique. En fait, aucun texte doctrinal digne de ce nom n'apporte les précisions que l'on était en droit d'attendre. Ainsi apparaissent-elles aujourd'hui à l'historien comme l'expression d'une manœuvre politique, la seconde phase du ralliement.

Les chrétiens libéraux et démocrates y trouvèrent un encouragement. De nouveaux courants de pensée naquirent pour réconcilier foi et idéologie démocratique. Au lendemain de la libération apparaissait enfin le parti catholique et républicain, en l'espèce le Mouvement Républicain Populaire, équivalent français des grands partis démocrates chrétiens italien et allemand. A ce moment, le ralliement aboutissait enfin très concrètement. Ce n'était que pour mieux échouer.

L'expérience du parti catholique, jouant loyalement le jeu des institutions en place, ne dura guère. Très vite de profondes dissensions apparurent chez les démocrates chrétiens. Le plus grand nombre, ceux qui étaient les représentants les plus directs des masses catholiques, se révélèrent gens de droite, modérés, prêts à être absorbés par un raz de marée conservateur. Ce fut le cas au lendemain de l'avènement du gaullisme en 1958. Plus étroitement apparentée aux éléments de pointe de l'Action catholique et à des groupes de pensée dans la mouvance de revues comme *Esprit*, de journaux comme *Témoignage Chrétien*, une minorité se retrouva à gauche, au P.S.U. par exemple ou dans les équipes qui provoquèrent la mutation de la C.F.T.C.

La démocratie chrétienne en France avait vécu, et avec elle, l'idéologie que quelques écrivains lui avaient donnée, Jacques Maritain surtout. Une nouvelle génération était apparue pour qui la réconciliation de l'Eglise avec la démocratie libérale et la participation des catholiques au jeu institutionnel, n'avaient plus aucun intérêt. Mieux encore : la démocratie libérale était maintenant l'ennemi ; il fallait l'abattre pour s'engager dans une action visant à la transformation radicale de la société.

Il faut avoir tout ceci présent à l'esprit pour situer le document de Lourdes. L'esprit du ralliement est mort et avec lui la démocratie chrétienne.

LES EVÊQUES AVEC LA MINORITÉ ?

Si l'optique démocrate chrétienne est « dépassée », diront certains, si les évêques français en font allègrement leur deuil, c'est qu'ils se sont ralliés à l'optique révolutionnaire de leurs militants les plus ardents. Pour Louis Salleron, dans *Carrefour*, il n'y a pas de problème : les rédacteurs du document épiscopal sont imbibés de marxisme : « Ils sont tellement imbibés de marxisme qu'ils ne s'en aperçoivent même pas. Leur vocabulaire est marxiste. Leur analyse est marxiste. Ils le nient naturellement. Mais qu'ils le nient ou non, le fait est là. » Ainsi, toujours selon Salleron, ce texte qui est adressé à l'ensemble des catholiques ne touche en fait qu'une infime minorité d'entre eux : « En réalité, il concerne les 50.000 ou les 100.000 catholiques qui se veulent marxistes et laisse de côté les 40 millions qui ne le sont pas — parmi lesquels les millions d'ouvriers qui ne sont pas marxistes et qui n'ont pas la moindre envie de le devenir. »

Quoi qu'on pense de cette étiquette marxiste, qu'on la trouve injuste ou pas, il apparaît effectivement à la lecture du texte que les évêques se tournent spontanément vers ceux qui ont pris l'option socialiste, les plus radicaux, les plus engagés dans l'opposition de gauche. Incontestablement, le lecteur d'*Hebdo T.C.* et le militant C.F.D.T. se retrouveront plus dans ce texte que le militant U.D.R. ou le lecteur de *Minute*. En dépit de l'affirmation de la diversité des tendances et de la légitimité du pluralisme politique des chrétiens, en dépit de la distinction faite entre les prophètes et les hommes de gouvernement, le texte montre que les évêques ont leur préférence et qu'elle va aux « prophètes ». Louis Salleron en tire la conclusion que nous assisterons à un néo-cléricalisme, en germe dans le document épiscopal, qui consistera en des interventions politico-religieuses d'un genre purement « oppositionnel ». (Quand on n'a plus de responsabilité, on fait de l'opposition.)

Je dois dire que cette préférence des évêques ne me surprend pas. Incontestablement, elle va aux personnes et aux groupes qui évoluent le plus près d'eux, dans le cadre de leurs mouvements d'Action catholique, de leurs commissions, de leurs conseils. Cette préférence peut chagriner les autres chrétiens. Il leur reste toujours la ressource de rappeler aux évêques leurs propos sur le pluralisme, si comme le craint Salleron, sévit un néo-cléricalisme politiquement très orienté.

Cette minorité « chouchoutée » est-elle marxiste ? Il faudrait se demander ce qu'est aujourd'hui le marxisme, ce qui ne va pas de soi. Est-ce la



lutte de classes? Oui, bien sûr, et sous cet angle on doit bien reconnaître que ces chrétiens très engagés dans les conflits sociaux semblent à première vue avoir une interprétation marxiste de la société. Mais qu'on y réfléchisse : il n'y a pas que Marx à avoir reconnu la réalité de tensions, d'oppositions, de luttes dans les rapports sociaux. A ce compte Maurras serait un fameux marxiste (1) ! L'apport spécifique du marxisme consiste à faire de la lutte de classes le moteur unique de l'histoire. Or cette conception est formellement rejetée par le document épiscopal.

Peut-être, dira-t-on, mais vous ne pouvez nier la forte teinte progressiste de ce texte? Peut-être. Mais qu'entend-on exactement par là? Pour ma part, le progressisme chrétien que j'ai toujours combattu est une idéologie qui opère un total blocage entre l'espérance du Royaume à venir et celle d'une histoire temporelle en devenir vers une humanité auto-divinisée. Ce progressisme sort comme papillon de la chenille, de la démocratie qui n'est jamais qu'une foi en une mutation fondamentale de l'homme, étrangère à l'œuvre de grâce de la rédemption. Or je lis que les évêques déclarent : «...les pasteurs ont à rappeler que la politique n'est pas le tout de l'homme. L'homme, créé à l'image de Dieu, ne peut s'accomplir qu'en Dieu lui-même.» Si les mots ont un sens, cela signifie que le plan du salut n'est pas du même ordre que les péripéties de la politique, même s'il ne leur est pas étranger. De même, lorsque les évêques, réfléchissant à l'analyse marxiste des phénomènes historiques notent «qu'elle laisse dans l'ombre le fait que les rapports de puissance et de violence prennent leur origine dans une cassure native plus profonde, dans l'homme, que l'aliénation de facteurs économiques, politiques ou culturels». Je ne parviens pas à trouver progressiste l'affirmation qu'ils font ensuite : «Le Christ est venu guérir les hommes à la racine de leur liberté qui les constitue dans leur dignité de personnes. C'est à cette racine même que la conversion évangélique doit saisir l'homme tout entier et, par lui, pénétrer toutes les structures.» Si les mots ont un sens, cela signifie en clair que le péché ayant produit une cassure au sein de la création, seule l'action du Christ peut rétablir la création dans son équilibre qui est le fruit de la grâce, non celui des luttes de l'histoire.

Reste, il est vrai, que les évêques paraissent justifier dans sa signification profonde le mouvement contestataire apparu ces dernières années : «Enfin, ne faut-il pas attacher une grande attention aux révolutions culturelles que font naître les progrès technologiques et l'évolution des sociétés.

«Ces transformations culturelles mettent en question l'exercice du pouvoir et les dynamismes fondamentaux de la vie sociale, car un grand désir porteur d'avenir se fait jour dans les minorités les plus actives : le désir d'une société permettant à chacun de choisir son style d'existence, le droit d'assumer et d'exprimer sa "différence" et l'aspiration à contribuer à la gestion des groupes sociaux.

«Dans cette perspective, le choix politique prend une immense ampleur : comment imaginer de nouvelles formes de vie sociale? Quel type de société veulent les hommes et les femmes pour la fin du XX^e siècle et pour le futur : des sociétés à haute consommation de bonheurs illusoire ou

des sociétés de justice ou de plénitude humaines? La politique, aujourd'hui, se situe au niveau des fins ultimes.»

Je dirai que non seulement je ne suis pas choqué par ce texte, mais que j'y applaudis, à une réserve près qui tient à ceci : à mon sens, le texte manque de rigueur en ce qui concerne la formulation des problèmes de la société post-industrielle. S'il est vrai, et sur ce point je suis foncièrement d'accord, que le problème essentiel est celui des finalités, c'est faire preuve néanmoins d'idéalisme que d'en appeler aux désirs subjectifs des individus pour tracer les lignes de la cité future. La maîtrise de la croissance, la transformation des méthodes de travail, mais aussi la transformation des structures pour que la société passe de l'anarchie libérale à l'organisation du travail, à la répartition des responsabilités, à la cogestion de l'économie, tout cela exclut une appréhension idéaliste ou même volontariste de la politique. La société, l'économie, sont fondées sur des rapports mi-naturels mi-volontaires. La volonté et les aspirations légitimes ne peuvent s'incarner dans l'histoire qu'en mettant à leur service les substrats sociaux, les bases mêmes des rapports humains.

A cette réserve près, je fais mienne cette déclaration qui se trouve au terme du texte épiscopal et la trouve tout à fait accordée au projet fondamental de la *Nouvelle Action française*. Pourtant, je suis bien conscient de tout ce qui nous sépare de la minorité de militants chrétiens à laquelle s'adressent les évêques. Il suffit de penser aux mises en garde, aux remarques, presque élémentaires, du texte à propos du marxisme. Faut-il que ces militants soient fragiles, qu'ils soient démunis de toute défense, de tout instrument d'analyse sérieux, de philosophie, de sciences politique et sociale, pour être aussi sensibles au prestige d'une idéologie dont les meilleurs représentants ont, depuis dix ans et plus, compris les faiblesses et la radicale malversation? On peut être touché par tant de candeur. Car enfin, ces militants, nous les connaissons, ils sont de nos quartiers, de nos paroisses ; nous savons leur générosité, leur flamme. Souvent, ils sont exemplaires. Leurs foyers rayonnent d'un amour lumineux, d'un esprit d'entraide, d'une soif de responsabilités au service des autres. S'il existe des Français actifs, ils sont à leurs premiers rangs !

Mais leur idéalisme est sans bornes, leurs bons sentiments confondent, leur faculté de tomber dans «tous les panneaux» est affolante. Georges Montaron, dans sa réponse à notre enquête, nous expliquait pourquoi. Tous ces jeunes gens venus de l'Action catholique et jetés sans préparation dans la politique, forts de leur seule générosité, ne pouvaient qu'être le jouet de forces dont la nature leur échappait. Dès lors, comment s'étonner de voir les évêques, qui se sentent responsables d'eux au premier chef, tenter d'éclairer leurs démarches, leur signaler certains dangers, esquisser la place de la politique dans leur vie de Foi, etc.

Dans le jargon actuel, on a coutume de dire qu'un discours est toujours prononcé dans un certain champ qui en limite la portée et en précise la signification. Nous connaissons le champ du discours épiscopal, nous sommes donc en mesure d'en déterminer les intentions et d'expliquer les raisons de ses carences. Il suffit de voir à qui les évêques s'adressent, et les insuffisances de leur texte se comprennent.

L'AUTONOMIE DU POLITIQUE

Mais avant de parler de ces insuffisances, il faut souligner l'apport positif le plus essentiel du document qui tient dans la reconnaissance de l'autonomie de la cité politique. Cela n'a l'air de rien, mais pour nous c'est la fin de l'affaire d'Action française, la reconnaissance de la spécificité d'un ordre politique où l'Eglise ne peut intervenir que lorsqu'est en jeu la destinée surnaturelle de l'homme. La politique exige de la rigueur, nous est-il dit ; dès lors, le problème d'une approche scientifique des problèmes de la cité est posé : le chrétien doit avoir le souci aigu d'une connaissance rigoureuse, malgré les difficultés et les incertitudes d'une approche scientifique. Ainsi la légitimité de notre méthode positive est reconnue.

Notre école n'a jamais nié les interférences de la Foi et de la politique, de la morale et de la politique. Ce que nous attendons d'un document de la hiérarchie, c'est une vue nette de ces interférences. Force nous est de dire que, sur ce point, nous sommes déçus. Nous ne trouvons que des aspects partiels, des incidentes. On répondra qu'un texte pastoral n'est pas un traité de théologie. Bien sûr, mais la pastorale s'appuie sur des principes fondamentaux, non sur des points de vue partiels.

Les évêques français sont limités par le champ de leur discours, ils ne font que répondre aux préoccupations immédiates de la minorité formée par leurs militants. Ces militants sont des oppositionnels (tout comme nous d'ailleurs), on leur conseille donc de dépasser leur attitude antagoniste dans la Foi. Très bien, mais le problème politique ne se réduit pas à la contestation, il a des buts très concrets qui se confondent avec le bien de la cité, c'est-à-dire sa gestion, la production des richesses nécessaires aux familles et aux citoyens.

De même, le problème des idéologies n'est pas traité à fond. Il n'est pas dit que comme conceptions du monde, elles ont à être confrontées d'une façon rigoureuse à la Foi. En un certain sens, le pluralisme est un peu vite légitimé dans une perspective très libérale-bourgeoise. Tout cela manque de cette rigueur dont les évêques affirment pourtant la nécessité !

Il n'en reste pas moins qu'il y a d'excellentes choses dans ce texte. Nous sommes heureux en particulier de voir que les vrais problèmes de cette fin du XX^e siècle sont abordés, ceux-là mêmes dont nous parlons toutes les semaines dans ce journal. Comme les évêques, nous affirmons qu'ils ne peuvent être résolus que dans la perspective des fins ultimes de l'homme. L'immense tâche de nos générations consiste à recréer une civilisation qui évoluera sur leur orbite.

Cependant, l'Eglise n'a-t-elle pas un rôle spécifique dans cette tâche? Oui, me dit-on, mais il n'est pas politique. Justement, c'est en étant elle-même, comme sacrement du salut, que l'Eglise pourra remplir sa tâche civilisatrice. Et cela c'est tout autre chose, c'est bien autre chose, et c'est infiniment plus important que la politique elle-même...

Gérard LECLERC.

(1) Cf. *N.A.F.* n° 77, Maurras et les révoltes ouvrières : «La destruction radicale et soudaine d'un système, d'une institution ou d'une classe, est stérile en histoire. Stérile est aussi le pacte spontané, l'accord, à doses bien égales, de bons éléments explicitement résolus à s'unir. Le fait le plus favorable, c'est la guerre.»



le retour d'edgar faure

A l'approche des élections un étrange ballet se livre au sein de la majorité. Tout se passe comme si le Pouvoir, sentant que certains des leaders de l'U.D.R. étaient discrédités, s'efforçait de redistribuer les cartes au sein de la coalition gouvernementale. Ayant l'initiative des opérations, il joue d'ailleurs gagnant à tous les coups dans ce jeu.

Affaire de la Villette... affaire de la Garantie Foncière... affaire de l'avoir fiscal de Chaban-Delmas... affaire Dechartre... affaire des prostituées de Lyon. Cela fait décidément beaucoup d'affaires pour l'U.D.R., surtout à quelques mois des élections. Le parti au pouvoir depuis quatorze ans en sort bien entendu sérieusement ébranlé. En outre, le ciment idéologique constitué par la mystique gaulliste se désagrège maintenant que le « grand homme » a disparu. Le gaullisme tel que le définissait récemment, de façon incantatoire, Alain Peyrefitte (une mystique, un refus, une exigence et un appel), se retrouve fort mal dans le syndicat d'appétits formé par l'U.D.R. Et le départ de M. Jeanneney avec un morceau de la vraie croix de Lorraine vient le souligner cruellement.

LA FIN DES BARONS

On aurait tort cependant de croire que l'Élysée s'en alarme outre mesure. Au contraire ! M. Pompidou n'a jamais été, au sein de l'U.N.R., puis de l'U.D.R., un homme d'appareil. Comme il ne saurait prétendre à la légitimité charismatique de Charles de Gaulle, il est en position un peu fautive à l'égard des « grands barons » du gaullisme. Il n'est donc pas fâché de les voir s'effacer. Il a même fait son possible pour les casser : Frey et Chaban en ont fait l'expérience ; Debré pourrait bien connaître la même mésaventure.

Pour assurer le relais, le chef de l'État mise sur deux personnages rivaux mais complémentaires : Giscard et Edgar Faure.

Giscard a pour tâche de rassurer la majorité silencieuse devenue rétive à l'égard de l'U.D.R. M. Pompidou le laisse se tailler une image de marque de conservateur dynamique. Cependant, il se méfie d'un ministre des Finances dont les ambitions élyséennes ne sont un mystère pour personne. De plus, Giscard, de par le personnage qu'il joue, ne saurait ramener dans le giron de la majorité les électeurs tentés par les sirènes réformatrices socialistes.

UNE O.P.A. SUR LE CENTRE

C'est ici qu'Edgar Faure rentre en scène. L'ancien ministre de l'Éducation nationale n'a pas son pareil pour habiller de progressisme et de modernité des réformes ne remettant pas en cause fondamentalement les structures sociales. Il excelle en outre à faire des paris démagogiques qui désarment l'opposition : sa loi d'orientation universitaire

qui maintenant la toute-puissance du ministère de l'Éducation nationale dans l'Université tout en y faisant entrer le parlementarisme, fut votée en 1968 par une Assemblée unanime ; les socialistes durent emboîter le sillage de la majorité, les communistes s'abstinrent.

Le colloque qu'il a réuni à Beaune le 5 novembre avait pour but de rééditer la même manœuvre.

Edgar Faure s'est d'abord démarqué habilement du chef de l'aile conservatrice de la majorité. Les remarques perfides à l'égard de Giscard n'ont pas manqué. Il s'est également démarqué à l'égard de l'U.D.R. en lançant cette formule : « L'expérience démontre surtout qu'à côté des majorités d'élections et des majorités de gouvernement, il y a des majorités d'idées. »

Il a voulu se poser davantage en homme de rassemblement qu'en homme de parti. Il a fait force clins d'œil aux réformateurs et aux socialistes, rappelant qu'une expansion forte et régulière « incite les partis de droite et de gauche à se rapprocher, au moins dans la manière de gouverner ». Il a, dans la foulée, affirmé qu'entre les centristes d'opposition et la majorité, il n'y avait rien qui soit « la marque de l'inconciliable ou de l'irréconciliable ».

Et c'est tout naturellement qu'il a fait aux partis représentés dans le premier gouvernement de la V^e République (donc socialistes et radicaux

compris), la suggestion de constituer des groupes de travail au sein desquels les ministres, les représentants de la majorité et ceux de l'opposition, coopéreraient. Sujets de ces groupes de travail : l'enseignement et la formation professionnelle, les problèmes d'ensemble de la Sécurité sociale, le droit de l'entreprise, la réforme fiscale, la statistique française sur la croissance.

On reconnaît là le vieux routier radical de la IV^e République pour qui la majorité est un peu l'opposition et vice versa.

LE MAUVAIS VIN DE BEAUNE

Bien entendu, la suggestion d'Edgar Faure a peu de chances d'être retenue sous cette forme par les socialistes et les radicaux. En revanche, on peut légitimement se demander si Edgar Faure ne réussira pas à débaucher, avant ou après les élections, une partie de l'électorat et des militants réformateurs, voire de négocier le ralliement de J.-J. S.S. et Lecanuet au régime. Politique-fiction ? Certes non ! N'oublions pas que, sur nombre de problèmes évoqués à Beaune, il y a communauté d'idées entre l'animateur du Nouveau Contrat Social et l'auteur du Manifeste radical. L'un et l'autre sont partisans de l'extension du tronc commun multidisciplinaire en matière d'éducation. Lorsqu'Edgar Faure, dans « Apprendre à être » insiste sur la nécessité d'égaliser les chances en créant un corps d'éducateurs spécialisés dans les jardins d'enfants, il ne fait que reprendre l'idée schreïbérienne de l'école maternelle pour tous dès l'âge de deux ans.

En matière d'héritage, Edgar Faure ne doit pas non plus se sentir gêné par les thèses de J.-J. S.S. qui veut abolir pacifiquement la propriété privée des moyens de production. Dans « L'Ame du Combat » il déclarait avoir une vision de l'histoire identique à celle de Marx, estimant simplement que le projet marxiste de transformation de la société devait être épuré de son caractère apocalyptique et du principe selon lequel la violence est l'accoucheuse des sociétés à venir.

Somme toute, Edgar Faure incarne tout ce qu'il y a de pire dans la société bureaucratique contemporaine : le refus de tout enracinement, la haine de l'héritage. Son habileté de sophiste est infiniment plus efficace que les foucades frénétiques de J.-J. S.S. Il n'en est que plus dangereux.

Arnaud FABRE.

maurras, prophète du XXI^e siècle

Nous consacrerons la semaine prochaine quatre pages de la "N.A.F." à « Maurras prophète du XXI^e siècle ». Le vingtième anniversaire de sa mort ne nous verra pas nous répandre en souvenirs nostalgiques. Intellectuellement Maurras est toujours vivant. Ses analyses sur la crise de finalité des sociétés démocratiques, les remèdes qu'il propose revêtent une brûlante actualité.

Au moment où Marx s'éloigne, où Nietzsche revient, sachons continuer notre maître en opposant à la tentation du surréalisme politique une anthropologie capable de résoudre les problèmes de l'ère post-industrielle.



quelle capitale pour la provence ?

« Le Midi méditerranéen, notait un rédacteur de *Semaine-Provence*, présente de telles contradictions qu'on peut, au premier abord, douter parfois de sa profonde unité. Pourvu d'une remarquable personnalité physique, il se fragmente en une série de cellules indépendantes. Doté d'une des armatures urbaines les plus cohérentes en France, il n'a aucune capitale régionale. » (1)

Pour la Provence, cette absence de véritable capitale régionale est aujourd'hui l'une des préoccupations majeures de ceux qui se soucient de son avenir avant même de définir les attributions de la région réellement décentralisée ; il paraît urgent d'en fixer les limites géographiques, ces deux données du problème demeurant étroitement solidaires.

NICE, CAPITALE DE LA "COTE D'AZUR" ?

Par de multiples arguments, le Doyen Dischamps, président de l'Université de Nice, affirmait, il y a quelques mois, que le Var devait constituer, avec les Alpes-Maritimes, une « région Côte d'Azur » pouvant, à la limite, englober partiellement ou globalement les Alpes de Haute-Provence (2).

Il est vrai que les villes de Toulon et de Nice sont des centres urbains suffisamment éloignés l'un de l'autre pour créer un équilibre apparent. De plus, il existe une similitude incontestable entre les économies du Var et des Alpes-Maritimes. Sur le plan agricole d'abord, avec leurs produits de « luxe » tels que les fleurs, les primeurs et les vins ; sur le plan touristique ensuite, avec un développement commun des industries hôtelières, des campings et des résidences secondaires. Les problèmes auxquels se heurtent les deux départements sont également identiques : excentricité territoriale, rareté et coût élevé des terrains.

La position du Doyen Dischamps peut donc paraître séduisante. La situation de Nice, en deçà de la barrière naturelle formée par l'Esterel, n'a-t-elle pas été toujours ressentie par ses habitants comme un injuste coup du sort ? Bien sûr, Nice dispose d'un aéroport de classe internationale, elle a obtenu la création d'une université qui lui est propre, et elle a hérité, sur le plan judiciaire, de l'ancien tribunal administratif qui siégeait à Draguignan.

Mais séparé de la Provence pendant près de cinq siècles, le comté de Nice a conservé un esprit original et vivace qui est loin de s'éteindre, ainsi qu'en témoigne l'éternelle polémique opposant ceux qui conçoivent l'expression « Côte d'Azur » comme propre au seul département des Alpes-Maritimes, et ceux qui, au contraire, entendent sous cette dénomination l'ensemble du littoral compris entre Marseille et Gênes.

Quoi qu'il en soit, une économie régionale dynamique ne nécessite-t-elle pas la complémentarité plutôt que les similitudes ? Ici apparaît la faiblesse de la thèse « niçoise » qui n'a pas manqué de susciter la réaction des partisans de Marseille, dont la vocation de capitale est tardive mais non moins réelle.

MARSEILLE : UNE VILLE EN MUTATION

L'histoire de Marseille, c'est avant tout celle d'une ville exclusivement ouverte sur la mer,

située dans un cadre de collines à l'écart des grandes voies terrestres de communication et « à peine adossée à sa région » (3).

Le négoce, les industries de transformation et, surtout, notre ancien empire colonial, avaient assuré pendant des siècles la prospérité de son port. Puis, ce fut la conquête de l'étang de Berre et la jonction fluviale avec le Rhône, pour faire face à la fois aux nouvelles nécessités créées par l'industrie pétrolière et pour retrouver un rayonnement national — et international — menacé lors des dernières étapes de la « décolonisation ».

Actuellement, l'expansion économique marseillaise paraît atteindre des horizons encore inégaux avec l'ensemble industriel-portuaire de Fos.

Marseille, plus que toute autre ville méditerranéenne, devrait donc jouer le rôle de capitale, estimant bon nombre d'observateurs, les liaisons autoroutières en construction entre le port phocéén et Toulon étant l'élément décisif de ce « désenclavement » inéluctable. Pourtant, une telle vision se révèle pas trop simpliste dès que l'on se place d'un point de vue « régional », le seul qui nous intéresse ici.

Le renouveau de la métropole marseillaise est une réalité incontestable, mais son orientation la dirige vers l'ouest et le nord-ouest, le Var étant le domaine réservé du tourisme et des activités de loisirs : « Le Marseillais gagne son argent à l'ouest et le dépense à l'est », c'est une formule déjà vieille mais qui garde toute son actualité.

FOS : UN ESPOIR, PEUT-ÊTRE...

Le complexe de Fos pourrait-il modifier sensiblement cet état de choses dans un proche avenir ? N'en déplaise aux prophètes de notre technocratie contemporaine, un changement de cet ordre paraît bien illusoire. Le Conseil général des Alpes-Maritimes l'a bien compris en votant une motion déclarant que le pays niçois ne saurait relever d'une région ayant à sa tête Marseille. Quant au Var, rien ne paraît encore définitif.

Soit Fos deviendra une sorte de terminus du long cordon qui, partant du Rhin et passant par l'Alsace et la région Rhône-Alpes, aboutira sur la Méditerranée, soit on assistera à des répercussions du complexe industriel-portuaire dans l'ensemble du « Grand Delta » et, par contre-coup, ses effets atteindront petit à petit la région varoise. Cette dernière hypothèse étant confirmée dans les faits, le Var sortirait de son isolement par rapport aux Bouches-du-Rhône, à condition toutefois que la thèse émise par le Doyen Dischamps ne soit pas adoptée.

Cette hypothèse d'une influence régionale de Fos semble, en tout état de cause, pour le moins improbable à long terme, et ce malgré quelques apparences contraires.

Fos est une affaire colossale : ce gigantisme même implique, dans le cadre économique actuel, que seules les entreprises de taille internationale pourront s'y intéresser dans l'immédiat, entreprises dont la vocation ne sera jamais de développer la région provençale qui ne recevra, exception faite des Bouches-du-Rhône, que quelques miettes d'un gâteau amer.

LE RÔLE POSSIBLE DES VILLES MOYENNES

Entre la « petite région » Var - Alpes-Maritimes et la formule marseillaise, le choix ne se situe donc pas au niveau de la capitale, aucune des deux thèses ne paraissant satisfaisante, mais au niveau des frontières régionales elles-mêmes. La complémentarité des trois départements concernés est trop évidente pour qu'il soit utile d'insister sur l'avantage que représente la constitution d'une « grande région » ; le problème qui se pose consiste donc à rechercher la formule qui permettrait un meilleur équilibre du littoral méditerranéen en question, et c'est dans ce contexte précis qu'un avenir riche en promesses peut être envisagé pour des villes moyennes telles qu'Aix-en-Provence ou Toulon.

Solution de compromis évoquée immanquablement dès que l'on parle de capitale provençale, le choix possible d'Aix ne paraît cependant pas répondre entièrement aux exigences d'un tel rôle. Ses partisans, qui ne manquent pas, avancent volontiers deux arguments de poids : la tradition historique de la cité du Roi René et sa situation géographique qui fait d'elle un carrefour routier essentiel entre Lyon, Marseille, Toulon et Nice.

Ville à vocation administrative et touristique, Aix trouverait une finalité qui semble lui manquer aujourd'hui en devenant le siège du futur pouvoir régional. Mais la proximité de Marseille, qui se trouve à moins de vingt minutes de voiture du centre aixois, ne risque-t-elle pas de fausser cette indépendance que chacun souhaite ? C'est sans doute là le danger le plus grave que représenterait une option en ce sens.

Une autre hypothèse qui peut être prise en considération serait le choix de Toulon. Le Var, avons-nous observé, ne pourra sauvegarder sa spécificité que dans une « grande région ». Pourquoi ne pas faire alors de son principal port et centre urbain une capitale ? L'équilibre entre Marseille, tournée vers l'ouest, et Nice, orientée naturellement vers l'Italie, serait ainsi respecté ; de plus, l'aire toulonnaise trouverait là un remède de taille aux difficultés économiques et sociales qui pèsent sur elle depuis trop longtemps. In vraisemblable il y a peu de temps, un tel projet semble pouvoir correspondre demain aux données du problème posé. Reliée bientôt par voie rapide avec ses deux départements limitrophes, Toulon paraît particulièrement susceptible d'assumer une fonction de grande envergure.

✱

En définitive, rien n'est encore joué.

Du cadre territorial qui lui sera fixé et de la capitale dont elle se dotera dépendront l'équilibre de la Provence et, par là même, son homogénéité. C'est un vaste champ qui demeure à explorer, c'est un défi lancé à la France du XXI^e siècle, à une France libre, communautaire et, de ce fait même, à une France libérée du centralisme républicain.

F. O'DRISCOLL.

(1) *Semaine-Provence*, 1972. Numéro spécial « Le Grand Delta ».

(2) *Nice-Matin*, 23 mars 1971 : « Régionaliser la Côte d'Azur ».

(3) *République-Var-Matin*, 26 mai 1971 : « Quelle capitale régionale ? »



notes de lecture

des prisons pour quoi faire ?

La prison, pour quoi faire ? se demande Jean-Marc Varaut dans un livre qui vient de paraître (1). Il y rappelle que c'est la Révolution qui inventa la prison en tant que peine particulière. Jusque là « il y avait bien des coins d'ombre où on vous jetait, mais c'étaient des salles d'attente... la prison, la vieille prison pourrie qui se dresse encore au milieu de nos villes, est une invention du XIX^e siècle ».

Invention qui avait sa logique, puisqu'elle consistait à priver le délinquant de ce que le siècle considérait comme son plus grand bien, la liberté, mais invention absurde et cruelle dans la mesure où notre société laïcisée ne croit plus « à la vertu moralisatrice de l'emprisonnement cellulaire », ni plus généralement à la rédemption ou au rachat, et qu'elle enferme le délinquant ou le criminel sans oser dire qu'elle le châtie ni sans croire qu'elle puisse le réadapter. Mais le comble de l'absurdité c'est la détention préventive qui met le présumé coupable au contact de ceux qui vont le corrompre, et c'est aussi le fait que le vrai châtiment commence pour le condamné à la sortie de prison au moment où sa peine devrait être terminée.

Prisons à détruire mais société à refaire. C'est certainement le sens d'une brillante étude qui s'achève sur un bon texte de Maurras.

G.-P. W.

(1) Editions de la Table Ronde, 22 F.

une antipsychiatrie ?

Ce petit opuscule porte deux signatures, mais n'est pas le fruit d'un travail commun ; il s'agit de la juxtaposition commode sous un même titre de deux textes très disparates liés cependant par la commune orientation antipsychiatrice que suggère le titre. L'avant-propos confirme l'ambiguïté que laisse planer le point d'interrogation de ce titre sur les opinions des auteurs. Si la première impression est d'abord celle d'un séduisant esprit de contestation absolue, la lecture de l'ouvrage la dément vite et le ramène aux proportions plus modestes d'une sincère « interrogation » dont la portée est plus réduite que ne le laissait espérer le sujet, marquée par l'esprit de jeu de l'anticonformisme à la mode.

H. Heyward et M. Varegas, le premier avec un sourire aisé, la seconde avec raideur, lorsqu'ils chassent leurs qualités naturelles d'écriture, usent ostensiblement des techniques du langage parlé. Malheureusement les procédés qui font la qualité et l'efficacité de la parole fatiguent vite le lecteur ; là où l'on croit dévoiler les mécanismes d'une pensée en train de s'élaborer ne se révèlent que d'inutiles lourdeurs. H. Heyward aurait gagné à être concis, force pour sa pensée et peut-être quelques phrases qui auraient été plus loin que de jolies acrobaties verbales.

Le lecteur doit se garder d'être dupe de son agacement et ne pas sous-estimer la signification de ce laisser-aller du langage. On n'attaque la force des mots que pour mieux atteindre celle des idées, et il s'agit en l'occurrence de rien moins que de démystifier la psychiatrie traditionnelle. Il est aussi permis de penser qu'un homme de l'intelligence du docteur Heyward se garde de trop bien défendre son antipsychiatrie au moins autant parce qu'il sait qu'il ne doit pas la prendre au sérieux, ni la théoriser, ni la préciser s'il ne veut pas en faire une « néo-psychiatrie », que par paresse naturelle.

H. Heyward entend « nier la nature pathologique de la folie » et prouver que « la maladie mentale est fabriquée de toutes pièces par le mythe de la maladie mentale lui-même. » Pour ce faire, il démontre, exemples à l'appui, et fort habilement, que la schizophrénie est simplement la « création d'une nouvelle maladie » par Kraepelin, aveuglé par ses propres refoulements et refusant de comprendre le langage de ses malades. Kraepelin aurait médicalisé des troubles du comportement nés de « la coïncidence d'une révolution latente, d'une répression et d'une peur ». Le schizophrène n'est en fait qu'un révolté refusant la parcellisation de l'homme que voudrait lui imposer la machine, si bien que l'authentique schizophrène est en

réalité l'homme « normal » qui a accepté de dissocier son corps de son esprit pour obéir à la machine.

H. Heyward s'est donné la partie belle avec Kraepelin et la schizophrénie. Il est évident que le premier refusait de comprendre ses malades et que la seconde a des causes culturelles et sociales, entre autre la parcellisation du travail. Et alors ? A-t-on envie de dire à H. Heyward : Maintenant, si nous regardions ce qui se cache derrière ces apparences ? Si nous laissons de côté le poussiéreux Kraepelin pour nous occuper de ceux qui aujourd'hui traitent les schizophrènes d'aujourd'hui ? Si vous vouliez bien cesser de singer Kraepelin et de faire semblant de croire à la limpidité du discours schizophrénique, que dément l'observation crue, directe et naïve ? Puisqu'il est si clair, ce discours, pourquoi éprouvez-vous le besoin de le décortiquer si laborieusement ? Et la souffrance qu'il cache, où l'escamotez-vous ? Et si la véritable maladie est provoquée par les conditions modernes du travail, que devient votre théorie initiale de sa fabrication par son propre mythe ?

Quant à découvrir à quel jeu joue M. Varegas ? Elle se protège derrière un feu serré de questions prometteuses et riches dirigé vers le personnel soignant et les malades, en se gardant bien de donner la moindre réponse. Elle possède au suprême degré l'art de noircir du papier sur un sujet sans en dire un seul mot. Le comportement de ces deux auteurs ne saurait être imputé à un défaut d'intelligence, mais au fait que tous deux sont prisonniers de leur système. Leur antipsychiatrie cesserait d'être une critique pour devenir quelque chose, s'ils abordaient la rétive réalité des solutions concrètes. Elle cesserait d'être insaisissable et irrécupérable. Aller plus loin signifierait pour eux engager l'antipsychiatrie dans des sentiers qui la mèneraient à une néo-psychiatrie.

C. B.-S.

communiqué du comité directeur

Au cours de sa réunion du 9 novembre, le Comité Directeur de la N.A.F. a décidé du rôle nouveau de l'hebdomadaire, en fonction du lancement d'*Arsenal*.

La revue assumera essentiellement les fonctions de recherche intellectuelle. L'hebdomadaire se consacrera davantage aux campagnes politiques grâce à une analyse plus circonstanciée de l'actualité. Il pourra ainsi élargir son audience et être l'outil privilégié de l'action de propagande. Des directives précises ont été données en ce sens aux responsables de la presse.

Le Comité a d'autre part précisé ses fonctions et celles de son Comité Exécutif, précédemment créé.

erratum

Dans notre précédent numéro, une coquille a malencontreusement transposé le nom de M. Jacques VIER. Nous prions l'auteur de « Littérature à l'emporte-pièce » de bien vouloir accepter nos excuses.

le mouvement royaliste



circuit de distribution

Notre hebdomadaire n'est pas diffusé par les Messageries dans les kiosques. Ceci nous permet de conserver des tarifs de vente très bas, les plus bas de la presse française.

Nous demandons à nos lecteurs occasionnels, soit d'acheter régulièrement leur journal chez les dépositaires qui ont accepté d'afficher la "N.A.F.", soit de s'abonner. Nous donnons chaque semaine des extraits de notre liste de dépositaires.

PARIS (1^{er})

- Lamblot, 10, rue Croix-des-Petits-Champs.

PARIS (3^e)

- Biblio-Presse, 2, rue du Parc-Royal.

PARIS (6^e)

- Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire.

PARIS (7^e)

- Librairie Gregorie, 26, rue du Bac.

PARIS (10^e)

- Librairie Roquain, 10, avenue des Petites-Ecuries.

PARIS (11^e)

- Librairie, 15, avenue de la République.

PARIS (15^e)

- Kiosque, place du 18-Juin (devant le Miramar).
- Librairie, 10, boulevard Victor.
- Librairie, 2, rue Lecourbe.
- Librairie, 37, rue Lecourbe.
- Librairie, 146, rue de Vaugirard.
- Librairie, 199, rue de Vaugirard.
- Librairie, 114, rue de Sèvres.

PARIS (18^e)

- Kiosque, 97, rue Lamarck.
- Librairie Pilet, 26, rue Léon.
- Librairie, 111, rue Caulaincourt.
- Librairie, 71, avenue de Clichy.
- Kiosque, 53, avenue de Clichy.
- Kiosque, 132, bd de Clichy.
- Librairie, 29, rue J.-de-Maistre.

PARIS (19^e)

- Librairie, 67, rue Fessart.
- Librairie, 36, av. Simon-Bolivar.
- Librairie, 102, av. Simon-Bolivar.
- Librairie, 149, rue de Belleville.

PARIS (20^e)

- Librairie, 109, boulevard Davout.
- Librairie, 4, place de la Porte-de-Bagnolet.

BOURG-LA-REINE

- Librairie, 110, avenue du Général-Leclerc.

CLAMART

- Librairie de la Mairie.

RUEIL-MALMAISON

- Librairie, 6, place de l'Eglise.
- Librairie, 6, rue Jean-Le-Coq.
- Librairie, 2, rue de la Réunion.
- Librairie, 4, place de Buzenval.
- Pavillon des Guides, 193, avenue Napoléon-Bonaparte.
- Maison de la Presse, 12, rue Maurepas.

SAINT-GERMAIN

- Debussy Music, 35, rue de Paris.
- Merlin l'Enchanteur, 8, rue de la Salle.

NEUILLY

- Drugstore, 14, place du Marché.

AIX-EN-PROVENCE

- Librairie Goulard, Maison de la Presse, 37, cours Mirabeau.

ANGERS

- Au Pacha, 16, rue d'Alsace.

GRENOBLE

- France Agence, place Victor-Hugo.
- "K'Store", cours Berriat.
- Au local, 4, square des Postes.

BREST

- Librairie Delestre, 1, avenue Georges-Clemenceau.

LE HAVRE

- Kiosque de l'Hôtel de Ville (à côté du Syndicat d'Initiative).

LIBOURNE

- Librairie Aubertin, 14, place Abel-Surchamp.

NICE

- Librairie Rudin, 14, avenue Félix-Faure.
- Librairie La Biblio, avenue d'Estienne-d'Orves.
- Librairie Art et Littérature, 78, boulevard Borriglione.

SAINT-BRIEUC

- Librairie Génie, 14, rue Saint-Gouéno.

STRASBOURG

- Maison de la Presse, 10, rue du Dôme.

LILLE

- Cinéma « Au Régent », rue de Béthune.

RENNES

- Tabac - Journaux, 3, rue du Vau-Saint-Germain.
- Tabac - Journaux Buchet, 12, rue d'Antrain.

SAINT-OMER

- Maison de la Presse, rue de Calais.

VALENCIENNES

- « Toute la Presse », rue Vieille-Poissonnerie.

réunions

PARIS RIVE-GAUCHE

SECTION DU 7^e

Réunion vendredi 17 novembre à 21 h, Café des Invalides (angle avenue La-Tour-Maubourg et avenue La Motte-Picquet), avec Philippe Darrois, rédacteur à la "N.A.F.".

SECTION 15^e, ISSY-LES-MOULINEAUX,

CLAMART, VANVES

Vendredi 17 novembre à 21 h, au Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (métro Convention). Conférence-débat animée par M. Marin de Charette sur « La N.A.F. et les lycées ».

PARIS-ouest

SECTION 16^e

Le club des abonnés tiendra sa deuxième réunion le mardi 21 novembre à 20 h 45. Thème : « La Justice et l'Argent ». Participation de M^e G.-P. Wagner et de M^e Hervé Catta. Abonnés du 16^e, venez nombreux. S'adresser au journal pour tout renseignement.

BANLIEUE SUD

Permanence mensuelle des sections 92 Sud, 91 Ouest, 94 Ouest : vendredi 24 novembre à 20 h 15, au Café « Le Condorcet », place Condorcet à Bourg-la-Reine (station Bourg-la-Reine).

GROUPE MÉDECINE

Réunion dans les locaux du journal à 17 h, le samedi 18 novembre. Présence indispensable.

permanences

PARIS NORD-EST

SECTION 3^e - 4^e - 11^e - 12^e

Permanence tous les mercredis 18 h 30 à la Brasserie Alsacienne Luneau, 6, place de la République (angle boulevard Voltaire).

SECTION 9^e - 18^e

Permanence tous les mardis de 18 h à 19 h 30, au « Carrefour », 99, rue Ordener, Paris (18^e). Métro : Jules-Joffrin.

SECTION 10^e - 19^e - 20^e

Permanence tous les mardis de 21 h à 22 h 30, à « La Mandoline », 2, avenue Secrétan, Paris (19^e).

PARIS RIVE-GAUCHE

SECTION 5^e - 6^e - 13^e

Permanence tous les mercredis à 17 h, au Café « Le Lutin » (salle en sous-sol), 18, rue Soufflot.

PARIS-ouest

SECTION 8^e - 17^e

Permanence tous les mardis à 21 h, salle Pétrissans, 30 bis, avenue Niel, Paris (17^e).

PARIS HORS FÉDÉRATIONS

VAL-D'OISE

Permanence chaque samedi à 15 h, chez M. J.-P. HILLERET, 28, rue de Chatou, Corneilles-en-Parisis.

BAS-RHIN

STRASBOURG

Permanence tous les mercredis de 17 h à 19 h, à la Cafétéria, place de l'Université.

BRETAGNE

RENNES

Permanence étudiants et lycéens tous les mercredis de 17 h à 19 h, 16, rue de Châteaudun (entrée sous le porche), Bibliothèque.

MARNE

REIMS

Permanence tous les mercredis de 14 h à 18 h, au 19, boulevard Henri-Vasnier.

VENDEE

Prendre contact avec M. F. GUERRY, à la Copechagnière, 85260 L'Herbergement.

COTE-D'OR

DIJON

Permanence tous les jeudis de 20 h 30 à 22 h, salle réservée de la brasserie « Terminus », avenue Foch (près de la gare).

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ "SAUVER PARIS"

Permanence tous les lundis à 19 h, dans les locaux de la S.N.P.F., 17, rue des Petits-Champs.

Permanence tous les mardis à 21 h, salle Pétrissans, 30 bis, avenue Niel, Paris (17^e).

messe-anniversaire

En association avec la famille de Charles Maurras, le Comité pour la Célébration du centenaire de Charles Maurras vous invite à assister à la messe qui sera célébrée le samedi 25 novembre à 11 heures en l'église Saint-Pierre du Gros Caillou, 92 rue Saint-Dominique, Paris 7^e, à l'occasion du XX^e anniversaire de la mort de Charles Maurras.

vers la grande allemande

« En vérité, la direction de l'Etat et de l'économie en Allemagne occidentale par une poignée de multimillionnaires et de militaires constitue la plus grande injustice sociale et la pire violation de la liberté et de la démocratie » déclarait le dirigeant est-allemand Walter Ulbricht le 9 juin 1957.

Et le chancelier ouest-allemand Kiesinger de rétorquer en avril 1969 : « La reconnaissance de la R.D.A. serait un péché contre l'histoire de l'Allemagne. »

L'affrontement verbal entre les deux Allemagne, contemporain de la guerre froide et du « mur de la honte », si violent qu'il ait été, aura fini par céder devant deux faits nouveaux : la coexistence pacifique et la détente américano-russe qui en résulte d'une part ; la volonté de réunification présente aussi bien à Pankow qu'à Bonn afin de recréer à terme une grande Allemagne de l'autre.

A la guerre verbale et idéologique a succédé le 7 novembre 1972 un traité de bon voisinage placé sous le patronage des principes de la charte des Nations-Unies.

La R.F.A. et la R.D.A. se sont engagées à respecter mutuellement leur indépendance et leur souveraineté, à échanger des représentations permanentes, à conclure des accords de coopération dans les domaines de l'économie, de la science, de la technique et de la culture. Elles vont enfin entrer en même temps à l'O.N.U.

UN ACCORD PRÉVISIBLE

Cette évolution était, à vrai dire, prévisible depuis longtemps. En Allemagne fédérale, tous les partis politiques ont inscrit à leur programme depuis vingt ans la réunification. Le chancelier Adenauer ne s'est jamais résigné à voir son pays divisé. Lorsqu'il présidait aux destinées de la République fédérale, il a cherché à faire de celle-ci un Etat doté d'une véritable souveraineté. C'est pour cette raison surtout qu'il a accepté d'entrer dans la C.E.C.A. puis d'adhérer au marché commun. L'Allemagne, en se trouvant au sein des institutions européennes sur un pied d'égalité avec un de ses vainqueurs de la veille, se trouvait en quelque sorte réhabilitée. La seconde étape a consisté pour l'Allemagne à jouer un jeu politique indépendant. N'oublions pas que, dès 1966, les chrétiens-démocrates Erhardt

puis Kiesinger entamaient une politique de rapprochement avec l'U.R.S.S., l'U.R.S.S. qui détenait alors dans une certaine mesure les clés de la réunification.

L'ostpolitik du social-démocrate Brandt continue donc fort bien le jeu de ses prédécesseurs. Comme notre ami Georges Mollard le rappelait dans une récente tribune libre du « Monde », Brandt, en 1969, écrivait que la « politique à l'Est » et la reconstitution d'une seule entité allemande était conforme à la diplomatie de Bonn depuis 1949.

Si actuellement les chrétiens-démocrates jettent feu et flammes contre les initiatives de Brandt, c'est surtout parce qu'ils craignent de voir le chancelier sortant mettre à profit l'accord inter-allemand pour faire oublier dimanche aux électeurs l'éclatante faillite politique, économique et financière.

En outre, les chrétiens-démocrates pardonnent mal à Brandt d'avoir servi sous l'uniforme norvégien contre son pays et lui reprochent de faire trop de concessions dans ses négociations. Adenauer savait en effet mieux tenir la dragée haute aux partenaires de l'Est.

LE POIDS DE LA R.D.A.

Quant à la R.D.A., elle est depuis longtemps favorable à une confédération allemande neutraliste. Ulbricht, à plusieurs reprises, a fait des propositions dans ce sens au cours de ces vingt dernières années. Et il serait présomptueux de voir dans ces propositions de l'Allemagne de l'Est simplement les propos dociles d'un satellite de Moscou. La R.D.A. est en effet le seul état membre du Pacte de Varsovie qui ait une certaine autonomie de décision. Dans cette vieille terre prussienne, le modèle bureaucratique soviétique n'a pas dépaycé. Après quinze années difficiles marquées par l'hémorragie des cadres et intellectuels fuyant à l'ouest, une génération est apparue qui, contrairement à la jeunesse tchèque ou hongroise, n'a pas rejeté la greffe communiste. Avec ses 17 millions d'habitants, la R.D.A. est la huitième puissance économique mondiale.

QUEL AVENIR ALLEMAND ?

Tout ceci fonde sur des bases solides l'accord inter-allemand. Est-ce alors la renaissance d'un nouveau Reich ? Va-t-on assis-

ter demain à la résurrection du mythe sanguinaire de la Mittel-Europa « de la Meuse à la Vistule et du Belt à l'Adige ? » Il serait prématuré de l'affirmer catégoriquement. Le poids du souvenir de la seconde guerre mondiale n'est malgré tout pas négligeable. En outre, le miracle économique ouest-allemand semble terminé. Pour la première fois depuis la Libération, la République fédérale connaît une inflation galopante, doublée d'un désordre monétaire sérieux. Démographiquement, elle se trouve dans la situation de la France des années trente puisque les décès l'emportent maintenant sur les naissances. Intellectuellement, l'Allemagne fédérale est atone et, de surcroît, rongée par un bas-gauchisme bien symbolisé par les « Jusos » (Jeunesses social-démocrates). En un certain sens on peut dire que le maintien de la social-démocratie au pouvoir est de nature à rendre inoffensive l'Allemagne de l'ouest... à condition bien sûr que le consensus marxiste qui s'installe peu à peu dans l'intelligentsia ne permette pas à la Prusse communiste d'être à nouveau le pôle d'attraction inter-allemand ! Ceci dit, le rapprochement entre la deuxième et la huitième puissances industrielles mondiales ne saurait laisser les Français indifférents. Nous ne tenons nullement à cultiver la haine entre Français et Allemands mais certaines expériences cuisantes doivent nous amener à nous tenir sur nos gardes. Le fait que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. cautionnent le rapprochement inter-allemand ne constitue en tout cas nullement une garantie. U.S.A. et U.R.S.S., ne l'oublions pas, ont déjà pratiqué avec maestria la politique de l'apprenti-sorcier à l'égard de l'Allemagne entre les deux guerres. Quant au marché commun qui devait enchaîner l'Allemagne à l'Occident, on voit ce qu'en vaut l'aune.

Mais notre vigilance ne doit pas se réduire à une pure défensive. La France est, au fond, moins atteinte par la crise de civilisation que l'Allemagne. Elle peut encore constituer un pôle d'attraction pour certains Allemands désespérés. Et un Etat français fidèle à la vieille devise d'Henri II : « Tenir les affaires d'Allemagne les plus embrouillées possible » pourrait mettre à profit le vide politique outre-Rhin. Encore faut-il que lui-même soit moins inconsistant que le régime actuel !

Paul MAISONBLANCHE.

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{re})
Téléphone : 742-21-93
Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F
C.C.P. N.A.F. 642-31
Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT
imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e